

Turquie



La décision du **Conseil électoral suprême turc** (SEC) d'annuler les résultats des élections à la mairie d'Istanbul et de relancer les élections va à l'encontre de la notion même de processus électoral démocratique.

La SEC turque a décidé lundi d'annuler les résultats de l'élection du maire d'Istanbul, dans laquelle l'ex-Premier ministre et ex-président du parlement turc Binali Yıldırım, membre de l'AKP, proche du président Recep Tayyip Erdoğan et candidat à la mairie d'Istanbul, a été vaincu.

En outre, la SEC a annoncé qu'elle retoquait le rapport officiel reconnaissant la victoire du candidat du Parti républicain du peuple (CHP), Ekrem Imamoglu.

La cheffe de la politique étrangère de l'UE - la haute représentante de l'UE pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité, vice-présidente de la Commission européenne, Federica Mogherini, et le commissaire européen en charge de la politique européenne de voisinage et des négociations d'élargissement, Johannes Hahn, ont pris note de cette affirmation.

(...)



«La décision de la Turquie d'acquérir des systèmes de défense antimissile S-400 de fabrication russe ne signifie pas qu'elle cherche des «alternatives» dans ses relations avec l'Occident,» a déclaré le président **Recep Tayyip Erdoğan** lors d'une réunion de l'OTAN à Ankara à laquelle assistait le secrétaire général de l'alliance, Jens Stoltenberg.

Les Etats-Unis affirment que les missiles russes constituent une menace pour le programme américain d'avions de combat F-35, dont la Turquie est également partenaire.

Avant son arrivée, Stoltenberg avait déclaré à l'agence gouvernementale Anadolu qu'il était important que les alliés de l'OTAN achètent du matériel compatible entre eux.

(...)



«La Turquie poursuivra ses efforts pour atteindre son objectif stratégique, à savoir l'adhésion à l'UE. L'UE a plus besoin de la Turquie que la Turquie n'a besoin de l'UE,» a déclaré le président **Recep Tayyip Erdoğan**.

«Ankara poursuivra son chemin de manière persistante malgré les tentatives de le retirer de la famille européenne.

Sans la Turquie, l'UE ne peut pas faire face à des menaces telles que l'islamophobie, le racisme culturel, la discrimination et la résistance aux migrants qui violent ses principes fondamentaux. Au cours des 60 dernières années, la Turquie s'était efforcée de devenir un pays à part entière, membre à part entière, mais l'Occident a trouvé quelque chose à justifier,» a-t-il ajouté.